

COMPENDIUM SOCIAL

DROIT DU TRAVAIL

2021-2022

contenant des annotations fiscales

Tome 1

Généralités, Règles du droit du travail, Promotion de l'emploi, Formation du contrat de travail, Droits et obligations

Willy VAN EECKHOUTTE
Professeur extraordinaire ém. à l'université de Gand
Avocat à la Cour de cassation

Vincent NEUPREZ
Avocat au barreau de Liège

Avec la collaboration de :

Ann TAGHON
Avocate au barreau de Gand

Frédéric KURZ
Avocat général près la Cour du travail de Liège

Michel DEPREZ
Avocat au barreau de Liège
Maître de conférences HEC-ULiège (Tax Institute ULiège)



Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10, 4031 Liège
www.wolterskluwer.be

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30, 2800 Mechelen
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com

*Editeur responsable : Bas Kniphorst, Zénobe Gramme (bâtiment G), Square des Conduites
d'Eau 9-10, 4031 Liège*

© 2021 Wolters Kluwer Belgium SA

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2021/2664/102

ISBN 978-94-03-02178-2

BP/CSDT-YI21001

GÉNÉRALITÉS

	p.	
1	Principales abréviations et dénominations	XXV
2	Citation abrégée de la législation	XXX
3	Codes	XXXV
4	Sources de conventions collectives de travail	XXXV
5	Recueils et chroniques de jurisprudence	XXXVI
6	Bibliographie	XXXVII
7	Revue et périodiques	XXXIX
8	Chiffres et montants	XXXIX

INTRODUCTION

Titre I.	Évolution historique du droit social	3
CHAP. I.	ÉVOLUTION DU DROIT DU TRAVAIL	4
SECT. I.	Origine du droit du travail	4
SECT. II.	Évolution du droit des relations collectives de travail	6
SECT. III.	Évolution de la réglementation du travail	11
SECT. IV.	Évolution de la réglementation des relations individuelles de travail	12
CHAP. II.	ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL SOCIAL	14
SECT. I.	Évolution du droit pénal social	14
SECT. II.	Évolution du droit de surveillance	15
Titre II.	Les sources du droit du travail	17
CHAP. I.	LES SOURCES INTERNATIONALES	18
SECT. I.	Les organisations internationales	18
SECT. II.	Les organisations européennes	25
SECT. III.	Conventions conclues en dehors des organisations internationales	66
CHAP. II.	LES SOURCES NATIONALES	68
SECT. I.	La législation	68
SECT. II.	Les conventions collectives de travail	78
SECT. III.	Autres sources	112

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
CHAP. III. HIÉRARCHIE DES SOURCES	115
SECT. I. Généralités	115
SECT. II. Hiérarchie des sources des obligations dans les relations de travail entre les employeurs et les travailleurs	116
Titre III. Les acteurs du droit social	119
CHAP. I. LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES TRAVAILLEURS	120
SECT. I. La liberté d'association professionnelle	120
SECT. II. Droit de négociation collective	125
SECT. III. Relation syndicat-affilié	126
SECT. IV. Le statut juridique des organisations syndicales	127
SECT. V. Représentativité des organisations syndicales	131
SECT. VI. Organisations	132
CHAP. II. LES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS	136
SECT. I. Les organisations	136
SECT. II. Personnalité juridique	139
SECT. III. Représentativité	139
SECT. IV. Organisations internationales	139
CHAP. III. LES AUTORITÉS PUBLIQUES	140
SECT. I. Autorités fédérales	140
SECT. II. Autorités régionales	141
Titre IV. Organes de concertation du droit social	149
CHAP. I. ORGANES CONSTITUÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL	150
SECT. I. Conseil national du Travail (CNT)	150
SECT. II. Les commissions et les sous-commissions paritaires	163
CHAP. II. ORGANES RÉGIONAUX	182
SECT. I. Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (C.E.S.E.W.)	182
SECT. II. Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (C.E.S.R.B.)	184
SECT. III. Comité bruxellois de concertation économique et sociale (C.B.C.E.S.)	186
SECT. IV. Conseil économique et social de la Communauté française	187

		p.
Titre V.	Aspects fiscaux	189
 CORPUS 		
Titre I.	Règles du droit du travail	195
CHAP. I.	LE DROIT DU TRAVAIL ET SA STRUCTURE	196
SECT. I.	Le droit du travail	196
SECT. II.	Codification du droit du travail	197
SECT. III.	Structure du droit du travail	199
CHAP. II.	DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE	200
SECT. I.	Occupation à l'étranger	201
SECT. II.	Détachement de travailleurs en Belgique	215
CHAP. III.	DROIT NATIONAL APPLICABLE	228
SECT. I.	Champ d'application personnel du droit belge du travail	228
SECT. II.	Nature du droit du travail	239
SECT. III.	Autonomie du droit du travail	244
CHAP. IV.	EMPLOI DES LANGUES	245
SECT. I.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale	247
SECT. II.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans une commune à facilités linguistiques	250
SECT. III.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue allemande	251
SECT. IV.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue française	252
SECT. V.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise	254
Titre II.	Promotion de l'emploi	263
CHAP. I.	MESURES DE PROMOTION DE L'EMPLOI	264
SECT. I.	Promotion de l'emploi dans le secteur privé	268
SECT. II.	Promotion de l'emploi dans le secteur public	367
SECT. III.	Activation d'allocations de travail (Région wallonne)	383

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.	
CHAP. II.	FORMATION ET APPRENTISSAGE	391
SECT. I.	Formation professionnelle	392
SECT. II.	Stage et première expérience professionnelle	422
SECT. III.	Contrat d'apprentissage industriel	429
SECT. IV.	Formation en alternance – Apprentissage classes moyennes	450
SECT. V.	Conventions d'immersion professionnelle	470
SECT. VI.	Insertion socioprofessionnelle	473
CHAP. III.	INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES	496
SECT. I.	Intégration professionnelle des personnes handicapées en Région wallonne	498
SECT. II.	Intégration professionnelle des personnes handicapées dans la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxellois francophones)	519
CHAP. IV.	RECRUTEMENT ET SÉLECTION	526
SECT. I.	Égalité de traitement	526
SECT. II.	Notification des emplois vacants	527
SECT. III.	Placements	528
SECT. IV.	Outplacement	544
SECT. V.	Recrutement et sélection	572
SECT. VI.	Examens médicaux lors du recrutement et de la sélection	579
CHAP. V.	LE TRAVAIL INTÉRIMAIRE	583
SECT. I.	Contrat de travail intérimaire	586
SECT. II.	Relations entre l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur	599
SECT. III.	Relations entre l'intérimaire et l'utilisateur	602
SECT. IV.	Réglementation de l'emploi d'intérimaires	605
SECT. V.	Surveillance et sanctions	625
SECT. VI.	Commission paritaire pour le travail intérimaire	627
SECT. VII.	Bien-être au travail des travailleurs intérimaires	628
CHAP. VI.	MISE À DISPOSITION DE TRAVAILLEURS	634
SECT. I.	Interdiction de principe	635
SECT. II.	Mise à disposition autorisée	642
SECT. III.	Surveillance et sanctions	650
SECT. IV.	Détachement	651
CHAP. VII.	PROMOTION DE L'EMPLOI POUR CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS	653
SECT. I.	Marins de la marine marchande	653
SECT. II.	Marins pêcheurs	655
SECT. III.	Ouvriers portuaires	656

	p.
SECT. IV. Ouvriers diamantaires	661
CHAP. VIII. OCCUPATION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	663
SECT. I. Généralités	664
SECT. II. Occupation de ressortissants de l'E.E.E.	665
SECT. III. Occupation de ressortissants non-E.E.E.	672
SECT. IV. Déclaration préalable en cas de détachement de travailleurs salariés et indépendants étrangers	700
Titre III. Formation du contrat de travail	711
CHAP. I. LA NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL	712
SECT. I. Définition	712
SECT. II. Le contrat de travail et les autres contrats	713
CHAP. II. LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT DE TRAVAIL	725
SECT. I. Contrat	725
SECT. II. Travail	745
SECT. III. Rémunération	748
SECT. IV. Autorité	749
CHAP. III. FORME ET PREUVE	807
SECT. I. Formalités lors de la conclusion d'un contrat de travail	807
SECT. II. Preuve	811
CHAP. IV. LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONTRATS DE TRAVAIL	817
SECT. I. En fonction de la nature du travail presté	817
SECT. II. En fonction de la durée du contrat	826
SECT. III. En fonction du volume de l'occupation	860
CHAP. V. LES CLAUSES PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE TRAVAIL	880
SECT. I. Clause d'essai	880
SECT. II. Clause d'arbitrage	881
SECT. III. Clause de non-concurrence	881
SECT. IV. Clause d'écologie	881
SECT. V. Cautionnement	882
SECT. VI. Clauses interdites	882
SECT. VII. Clauses non prévues légalement	884

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
Titre IV. Droits et obligations des parties	887
CHAP. I. OBLIGATIONS DES PARTIES	889
SECT. I. Généralités	889
SECT. II. Obligations du travailleur	891
SECT. III. Obligations de l'employeur	922
CHAP. II. RESPONSABILITÉ DES PARTIES	975
SECT. I. Responsabilité du travailleur	975
SECT. II. Responsabilité de l'employeur	992
CHAP. III. EXERCICE DE L'AUTORITÉ	997
SECT. I. Modifications du contrat	997
SECT. II. Pouvoir disciplinaire	1004
CHAP. IV. CRÉATIONS INTELLECTUELLES ET CONTRAT DE TRAVAIL	1007
SECT. I. Généralités	1007
SECT. II. Inventions	1008
SECT. III. Œuvre littéraire ou artistique	1010
SECT. IV. Programmes d'ordinateur	1011
SECT. V. Bases de données, produits semi-conducteurs, dessins et modèles	1012

	p.
Titre V. Protection du travail	1013
CHAP. I. DURÉE DU TRAVAIL	1015
SECT. I. Champ d'application	1016
SECT. II. Notion de durée du travail (temps de travail)	1024
SECT. III. Limites de la durée du travail	1037
SECT. IV. Travail supplémentaire	1048
SECT. V. Temps de repos	1071
SECT. VI. Pauses	1073
SECT. VII. Durée du travail des jeunes travailleurs	1074
SECT. VIII. Durée du travail pour les médecins, dentistes et vétérinaires	1076
SECT. IX. Réduction temporaire de la durée du travail chez des employeurs en difficulté en raison du Brexit	1079
CHAP. II. TRAVAIL DE NUIT	1085
SECT. I. Champ d'application	1086
SECT. II. Interdiction du travail de nuit	1086
SECT. III. Dérogations à l'interdiction du travail de nuit	1086
SECT. IV. Introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit	1090
SECT. V. Jeunes travailleurs	1092
SECT. VI. Encadrement de certaines prestations de nuit	1094
SECT. VII. Limitation de la durée du travail de nuit	1104
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1105
CHAP. III. REPOS DU DIMANCHE	1107
SECT. I. Champ d'application	1107
SECT. II. Réglementation	1109
CHAP. IV. RESPECT DES HORAIRES	1122
CHAP. V. JOURS FÉRIÉS	1124
SECT. I. Champ d'application	1125
SECT. II. Jours fériés et jours de remplacement	1126
SECT. III. Interdiction d'occupation au travail pendant les jours fériés	1129
SECT. IV. Rémunération des jours fériés	1131
SECT. V. Surveillance et sanctions	1140
CHAP. VI. NOUVEAUX RÉGIMES DE TRAVAIL	1142
SECT. I. Objectif	1143
SECT. II. Champ d'application	1143
SECT. III. Autorisation de déroger à certaines dispositions légales	1144
SECT. IV. Surveillance et sanctions	1151

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
CHAP. VII. VACANCES ANNUELLES	1152
SECT. I. Champ d'application	1153
SECT. II. Principes généraux	1155
SECT. III. Durée des vacances	1158
SECT. IV. Pécule de vacances	1169
SECT. V. Fixation du moment des vacances et fractionnement	1199
SECT. VI. Jours de vacances supplémentaires	1205
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1211
CHAP. VIII. LE COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE	1213
CHAP. IX. DON DE CONGÉS CONVENTIONNELS	1216
CHAP. X. BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS	1219
SECT. I. Généralités	1220
SECT. II. Politique de bien-être	1227
SECT. III. Organes pour le bien-être lors de l'exécution du travail	1233
SECT. IV. Surveillance de la santé des travailleurs	1281
SECT. V. Mesures en cas d'accident du travail	1315
SECT. VI. Gestion du stress	1319
SECT. VII. Prévention des risques psychosociaux au travail	1322
SECT. VIII. Protection des travailleurs contre la fumée de tabac	1366
SECT. IX. Politique de prévention alcool et drogues dans l'entreprise	1368
SECT. X. Litiges, surveillance et sanctions	1374
CHAP. XI. PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT AU SEIN DES ENTREPRISES	1380
SECT. I. Généralités	1380
SECT. II. Coordinateur environnemental	1381
CHAP. XII. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	1382
SECT. I. Égalité de traitement et interdiction de discrimination en général	1383
SECT. II. Égalité de traitement entre hommes et femmes	1430
SECT. III. Égalité de races	1449
SECT. IV. Égalité de traitement des ressortissants de l'U.E.	1456
SECT. V. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région wallonne	1457
SECT. VI. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale	1469
CHAP. XIII. PROTECTION DES JEUNES ET DES FEMMES	1479
SECT. I. Interdiction de travailler	1480
SECT. II. Protection des jeunes au travail	1485

	p.
SECT. III. Protection des stagiaires	1491
SECT. IV. Protection de la maternité	1496
CHAP. XIV. TRAVAIL FRAUDULEUX	1516
SECT. I. Travail frauduleux dans le secteur de la construction	1516
SECT. II. Travail frauduleux à caractère commercial ou artisanal	1520
Titre VI. Rémunération, frais et participation financière	1523
CHAP. I. NOTION DE RÉMUNÉRATION ET DROIT À LA RÉMUNÉRATION	1525
SECT. I. Notion de rémunération	1525
SECT. II. Droit à la rémunération	1529
CHAP. II. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION	1543
SECT. I. Détermination de la rémunération	1543
SECT. II. Étendue de la rémunération	1545
SECT. III. Calcul de la rémunération	1592
CHAP. III. PROTECTION DE LA RÉMUNÉRATION	1594
SECT. I. Généralités	1595
SECT. II. Paiement de la rémunération	1611
SECT. III. Mesurage du travail	1629
SECT. IV. Retenues sur la rémunération	1630
SECT. V. Surveillance et sanctions	1634
CHAP. IV. SAISIE ET CESSION DE LA RÉMUNÉRATION	1637
SECT. I. Limitation des saisies et des cessions	1638
SECT. II. Procédure relative à la saisie de la rémunération	1646
SECT. III. Procédure relative à la cession de la rémunération	1646
SECT. IV. Concours	1653
CHAP. V. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE POUR LE PAIEMENT DE LA RÉMUNÉRATION	1655
SECT. I. Régime général	1655
SECT. II. Régime particulier portant exclusivement sur la responsabilité solidaire du contractant direct en cas d'activités dans le domaine de la construction	1661
SECT. III. Régime particulier en cas d'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal	1666
CHAP. VI. PRIVILÈGE	1671

	p.
CHAP. VII. REMBOURSEMENT DES FRAIS	1674
CHAP. VIII. PARTICIPATION FINANCIÈRE DES TRAVAILLEURS ET AVANTAGES LIÉS AUX RÉSULTATS	1675
SECT. I. Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	1677
SECT. II. Avantages non récurrents liés aux résultats	1691
SECT. III. Rémunération des managers des entreprises cotées en Bourse	1705
SECT. IV. Politique de rémunération des établissements de crédit et sociétés de bourse	1709
CHAP. IX. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS	1713
SECT. I. Champ d'application personnel	1713
SECT. II. Aperçu des revenus imposables des travailleurs	1715
SECT. III. Rémunérations proprement dites et avantages de toute nature	1717
SECT. IV. Remboursement des dépenses propres à l'employeur	1722
SECT. V. Base imposable et taux d'imposition	1755
SECT. VI. Précompte professionnel	1758
Titre VII. Mobilité du travailleur	1777
CHAP. I. FRAIS DE TRANSPORT	1778
SECT. I. Champ d'application	1778
SECT. II. Transports en commun par train	1779
SECT. III. Transports en commun publics autres que le chemin de fer	1785
SECT. IV. Transports en commun publics combinés	1786
SECT. V. Transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre	1786
SECT. VI. Date et modalités du remboursement	1787
SECT. VII. Aspects fiscaux	1787
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1788
CHAP. II. BUDGET MOBILITÉ	1789
SECT. I. Généralités	1789
SECT. II. Instauration du budget mobilité	1790
SECT. III. Composition du budget mobilité	1792
SECT. IV. Durée, ampleur et évolution du budget mobilité	1794
SECT. V. Mise à disposition du budget mobilité	1795
SECT. VI. Statut du budget mobilité	1796
SECT. VII. Cotisations de sécurité sociale et aspects fiscaux	1797

	p.
CHAP. III. PLANS DE DÉPLACEMENTS D'ENTREPRISE	1801
SECT. I. Niveau fédéral	1802
SECT. II. Région de Bruxelles-Capitale	1804
Titre VIII. La formation du travailleur	1807
CHAP. I. LA CLAUSE D'APPRENTISSAGE OU D'ÉCOLAGE	1808
CHAP. II. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION WALLONNE: CHÈQUES FORMATION ET CRÉDITS-ADAPTATION	1812
SECT. I. Généralités	1812
SECT. II. Chèques-formation	1813
SECT. III. Crédits-adaptation	1818
CHAP. III. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	1823
CHAP. IV. CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ (RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE)	1825
SECT. I. Autorité compétente	1825
SECT. II. Champ d'application	1826
SECT. III. Congé-éducation payé	1829
SECT. IV. Remboursement de la rémunération à l'employeur	1837
SECT. V. Prescription	1840
SECT. VI. Surveillance et sanctions	1840
CHAP. V. OBJECTIF DE FORMATION INTERPROFESSIONNEL	1842
Titre IX. Les travailleurs dans l'entreprise	1849
CHAP. I. LE RÈGLEMENT DE TRAVAIL	1850
SECT. I. Champ d'application	1851
SECT. II. Obligation	1852
SECT. III. Force obligatoire du règlement de travail	1852
SECT. IV. Contenu	1853
SECT. V. Établissement et modification	1861
SECT. VI. Publicité	1870
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1871

	p.
CHAP. II. LE CONSEIL D'ENTREPRISE	1873
SECT. I. Champ d'application	1874
SECT. II. Obligation d'instituer un conseil d'entreprise	1875
SECT. III. Missions	1885
SECT. IV. Composition	1914
SECT. V. Règles particulières en cas de transfert conventionnel d'entreprise	2004
SECT. VI. Règles particulières en cas de transfert d'entreprise sous autorité de justice	2006
SECT. VII. Sort du conseil d'entreprise en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	2007
SECT. VIII. Fonctionnement du conseil d'entreprise	2007
SECT. IX. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	2010
SECT. X. Litiges	2011
SECT. XI. Surveillance et sanctions	2014
CHAP. III. LE COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN	2016
SECT. I. Portée de la C.C.T. n° 101	2017
SECT. II. Obligation d'instituer un comité d'entreprise européen ou une procédure d'information et de consultation	2019
SECT. III. Droit applicable	2020
SECT. IV. Définitions et champ d'application	2021
SECT. V. Détermination du nombre de travailleurs	2024
SECT. VI. Procédure d'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure de consultation des travailleurs	2024
SECT. VII. Modifications significatives dans la structure d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises de dimension communautaire	2031
SECT. VIII. Prescriptions subsidiaires	2031
SECT. IX. Dispositions diverses	2036
SECT. X. Informations confidentielles	2038
SECT. XI. Protection contre le licenciement	2038
SECT. XII. Conflits	2039
SECT. XIII. Surveillance et sanctions	2040
CHAP. IV. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE	2042
CHAP. V. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE	2045
CHAP. VI. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS DE CAPITAUX	2047

	p.
CHAP. VII. LE COMITÉ POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL	2050
SECT. I. Champ d'application	2051
SECT. II. Obligation d'instituer un C.P.P.T.	2051
SECT. III. Missions	2052
SECT. IV. Composition	2052
SECT. V. Protection contre le licenciement et le transfert	2053
SECT. VI. Règles particulières en cas de cession conventionnelle d'entreprise	2053
SECT. VII. Règles particulières en cas de transfert sous autorité de justice	2053
SECT. VIII. Sort du C.P.P.T. en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	2054
SECT. IX. Fonctionnement du comité pour la prévention et la protection au travail	2054
SECT. X. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	2055
SECT. XI. Litiges	2055
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2055
CHAP. VIII. LA DÉLÉGATION SYNDICALE	2056
SECT. I. Champ d'application	2057
SECT. II. Principes	2058
SECT. III. Notion de délégation syndicale	2061
SECT. IV. Institution et composition de la délégation syndicale	2061
SECT. V. Liste des C.C.T. conclues en application de la C.C.T. n° 5	2065
SECT. VI. Compétences de la délégation syndicale	2080
SECT. VII. Statut des membres de la délégation syndicale	2087
SECT. VIII. Facilités accordées à la délégation syndicale	2095
SECT. IX. Information et consultation du personnel par la délégation syndicale	2096
SECT. X. Recours aux délégués permanents	2097
SECT. XI. Litiges au sujet de la délégation syndicale	2097
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2098
CHAP. IX. LES CONFLITS COLLECTIFS	2099
SECT. I. Notion de conflit collectif et droit à l'action collective	2100
SECT. II. Réglementation juridique de la grève et du lock-out	2104
SECT. III. Prévention et fin des conflits collectifs	2120
CHAP. X. TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ	2128
SECT. I. Réorganisation judiciaire	2128
SECT. II. Faillite	2132

	p.
Titre X. Suspension du contrat de travail	2137
CHAP. I. GÉNÉRALITÉS	2138
SECT. I. Notion de suspension et conséquences	2138
SECT. II. Aspects fiscaux	2140
CHAP. II. CAS DE SUSPENSION	2142
SECT. I. Suspension du contrat de travail pour force majeure	2144
SECT. II. Impossibilité d'entamer (à temps) ou de poursuivre le travail	2145
SECT. III. Vacances annuelles	2152
SECT. IV. Examens médicaux prénatals	2152
SECT. V. Repos de maternité et d'accouchement	2153
SECT. VI. Pausés d'allaitement	2154
SECT. VII. Temps pour siéger dans les juridictions du travail	2158
SECT. VIII. Absence pour cause de promotion sociale ou de congé-éducation payé	2158
SECT. IX. Congé politique	2158
SECT. X. Détention préventive	2167
SECT. XI. Petits chômages – Événements familiaux, obligations civiques, missions civiles et comparution en justice	2168
SECT. XII. Congé de paternité et congé d'adoption	2173
SECT. XIII. Absence pour accueil d'une personne placée et congé parental d'accueil	2179
SECT. XIV. Congé pour raisons impérieuses	2185
SECT. XV. Incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident	2189
SECT. XVI. Accident technique	2231
SECT. XVII. Intempéries	2236
SECT. XVIII. Manque de travail – Contrat de travail d'ouvrier	2241
SECT. XIX. Manque de travail – Contrat de travail d'employé	2251
SECT. XX. Manque de travail en raison du Brexit	2260
SECT. XXI. Crédit-temps, diminution de carrière et emplois de fin de carrière	2262
SECT. XXII. Congé pour soins palliatifs	2311
SECT. XXIII. Congé pour aidant proche	2317
SECT. XXIV. Congé pour assistance médicale	2321
SECT. XXV. Congé parental	2329
SECT. XXVI. Grève et lock-out	2346
SECT. XXVII. Suspension conventionnelle	2349
SECT. XXVIII. Exceptio non adimpleti contractus	2350
SECT. XXIX. Suspension à titre de sanction disciplinaire	2351

	p.
Titre XI. La fin du contrat de travail	2353
CHAP. I. MODES GÉNÉRAUX DE RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2355
SECT. I. Résiliation de commun accord	2355
SECT. II. Résolution judiciaire	2358
SECT. III. Condition résolutoire	2366
SECT. IV. Terme résolutoire	2374
SECT. V. Novation	2375
SECT. VI. Annulation	2377
SECT. VII. Force majeure	2378
CHAP. II. MODES DE RÉSILIATION SPÉCIFIQUES AU DROIT DU TRAVAIL	2388
SECT. I. Généralités	2389
SECT. II. Expiration du terme	2419
SECT. III. Achèvement du travail	2420
SECT. IV. Congé moyennant préavis	2420
SECT. V. Délais de préavis depuis la loi sur le statut unique	2451
SECT. VI. Délais de préavis: régime transitoire pour les travailleurs dont le contrat a débuté avant le 1 ^{er} janvier 2014	2465
SECT. VII. Calcul du délai de préavis en fonction de l'ancienneté acquise	2513
SECT. VIII. Suspension de l'exécution du contrat de travail et délai de préavis	2522
SECT. IX. Congé avant le début de l'exécution	2527
SECT. X. Prolongation et réduction du délai de préavis	2528
SECT. XI. Congé pour motif grave	2529
SECT. XII. Décès	2661
SECT. XIII. Modes particuliers de rupture régulière	2665
SECT. XIV. Modes irréguliers de résiliation du contrat de travail	2668
CHAP. III. INTERDICTIONS ET LIMITATIONS DU DROIT DE RÉSILIATION	2757
SECT. I. Interdictions et limitations du droit de licencier en général	2758
SECT. II. Interdictions et limitations légales du droit de résiliation	2763
SECT. III. Interdictions et limitations conventionnelles du droit de résilier le contrat	2773
SECT. IV. Aspects fiscaux et de sécurité sociale	2782
CHAP. IV. MOTIVATION DU LICENCIEMENT ET LICENCIEMENT MANIFESTEMENT DÉRAISONNABLE	2783
SECT. I. Raison d'être et champ d'application de la C.C.T. n° 109	2784
SECT. II. Le droit de connaître les motifs du licenciement	2788

	p.
SECT. III. Licenciement manifestement déraisonnable	2791
CHAP. V. RÉSILIATION DANS CERTAINES CIRCONSTANCES	2800
SECT. I. Fermeture d'entreprise	2801
SECT. II. Licenciement collectif	2832
SECT. III. Cession d'entreprise	2861
SECT. IV. Gestion active des restructurations	2916
SECT. V. Intervention dans les frais d'outplacement des entreprises en restructuration	2931
CHAP. VI. DOCUMENTS À ÉTABLIR LORS DE LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL	2938
SECT. I. Généralités	2938
SECT. II. Quittance pour solde de compte	2941
CHAP. VII. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2944
SECT. I. Revenus imposables	2944
SECT. II. Base imposable et taux d'imposition	2948
SECT. III. Précompte professionnel	2952
SECT. IV. Cas particuliers	2953
Titre XII. Catégories particulières de travailleurs	2955
CHAP. I. REPRÉSENTANTS DE COMMERCE	2956
SECT. I. Notion de représentant de commerce	2957
SECT. II. Statut juridique du représentant de commerce	2972
SECT. III. Rémunération du représentant de commerce	2972
SECT. IV. Indemnité d'éviction	2979
SECT. V. Clause de non concurrence pour les représentants de commerce	2993
SECT. VI. Clause de ducroire	2999
CHAP. II. ÉTUDIANTS	3000
SECT. I. Notion d'étudiant	3000
SECT. II. Capacité	3002
SECT. III. Contrat de travail	3002
SECT. IV. Formalités	3003
SECT. V. Période d'essai	3005
SECT. VI. Fin du contrat	3006
SECT. VII. Sécurité sociale et fiscalité	3006

	p.
CHAP. III. TRAVAILLEURS À DOMICILE	3009
SECT. I. Notion de travailleur à domicile	3010
SECT. II. Législation applicable	3011
SECT. III. Obligations de l'employeur	3011
SECT. IV. Formalités	3011
SECT. V. Suspension du contrat	3016
SECT. VI. Congé pour chercher un nouvel emploi	3017
SECT. VII. Priorité pour un autre emploi	3017
CHAP. IV. TÉLÉTRAVAILLEURS	3018
SECT. I. Télétravail régulier	3019
SECT. II. Télétravail occasionnel	3027
CHAP. V. MARINS	3031
SECT. I. Marine marchande	3031
SECT. II. Pêche en mer	3033
CHAP. VI. SPORTIFS RÉMUNÉRÉS	3034
SECT. I. Champ d'application	3035
SECT. II. Présomption	3036
SECT. III. Types de contrats de travail	3038
SECT. IV. Condition d'âge	3041
SECT. V. Dispositions interdites	3041
SECT. VI. Aspects fiscaux	3043
Titre XIII. Force obligatoire du droit du travail	3047
CHAP. I. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES PARTIES	3048
SECT. I. Renoncations	3048
SECT. II. Prescription	3062
SECT. III. « Rechtsverwerking »	3099
SECT. IV. Intérêts	3100
SECT. V. Régime fiscal des arriérés	3102
CHAP. II. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES AUTORITÉS PUBLIQUES	3106
SECT. I. Documents sociaux	3107
SECT. II. Bilan social	3120
SECT. III. Surveillance du respect du droit social	3123
SECT. IV. Poursuite et répression des infractions au droit social	3171

Registres

Répertoire législatif	3215
Répertoire de la jurisprudence de la cour de cassation citée	3293
Registre alphabétique	3323